

Carol Blum, *Croître ou périr. Population, reproduction et pouvoir en France au XVIII^e siècle*, Paris, Ined, 2013, 287 pages

Louis-Simon Corriveau

Volume 44, numéro 2, automne 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035958ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035958ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

1705-1495 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Corriveau, L.-S. (2015). Compte rendu de [Carol Blum, *Croître ou périr. Population, reproduction et pouvoir en France au XVIII^e siècle*, Paris, Ined, 2013, 287 pages]. *Cahiers québécois de démographie*, 44(2), 311–312.
<https://doi.org/10.7202/1035958ar>

Note de lecture

Carol Blum, *Croître ou périr. Population, reproduction et pouvoir en France au XVIII^e siècle*, Paris, Ined, 2013, 287 pages.

Traduit de l'anglais en 2013 sous le titre *Croître ou périr : population, reproduction et pouvoir en France au XVIII^e siècle*, ce bel ouvrage s'inscrit dans la lignée des travaux de Joseph J. Spengler et de Lynn A. Hunt. Dès sa publication initiale en 2002, il a reçu un accueil chaleureux, plusieurs y décelant de nombreuses qualités, notamment son style sûr et clair, sa documentation riche et ses interprétations pertinentes. Dans *Croître ou périr*, Blum, professeure émérite à l'Université d'État de New York à Stony Brook et spécialiste de la littérature politique du XVIII^e siècle français, ancre le regard dans la genèse de la Révolution française pour s'intéresser à la question de la population, et plus particulièrement à l'« angoisse démographique » qui a traversé ce siècle.

Cette angoisse commença à habiter et hanter les esprits à la fin du XVII^e siècle, moment où la fierté du Royaume de Louis XIV fit place à des inquiétudes quant à la diminution des richesses et de la population. Ces inquiétudes avaient pour assise une transition démographique découlant d'un exode rural et d'une diminution de la mortalité synchronique à une diminution des naissances. Elles furent alors instrumentalisées par de nombreux auteurs, des philosophes comme des membres de l'Église catholique, qui ont pris la plume pour dénoncer la situation et critiquer, par le fait même, l'autorité politique et religieuse en se qualifiant de « défenseurs autoproclamés d'une société française menacée d'implosion » (p. 16). En ce sens, la fin du XVII^e et le XVIII^e siècle ont été traversés par une valorisation importante et jusque-là inédite de la procréation et de la natalité. Cette valorisation alimenta les critiques faites à l'égard de certains freins à l'accroissement de la population et à la natalité, notamment le célibat, les vœux de chasteté, le luxe et le contrôle des naissances. Afin de contrer cette malheureuse tendance, ils mirent de l'avant certaines pistes de solution, dont le divorce, la polygamie et la servitude des femmes. Les critiques faites au nom de la grandeur et de la puissance de la nation française auront ainsi contribué à la mise en œuvre de diverses réformes politiques qui auront eu un écho variable — pensons à la légalisation du divorce et à la non-reconnaissance des vœux de chasteté lors de la Révolution française —, en plus de nourrir la contestation du pouvoir politique et religieux. Or, au milieu du XVIII^e siècle, une thèse s'opposant au natalisme vit le jour, portée notamment par Condorcet et Malthus. Cette thèse de la surpopulation reposait sur le constat que l'augmentation de la population venait de pair avec la baisse de la qualité de vie, la diminution des salaires, l'augmentation de la pauvreté et frôlait les limites de la production agricole. De plus, alors que le coût du grain, le chômage, la mendicité et les abandons d'enfants augmentaient considérablement, le salaire moyen des ouvriers demeurait insuffisant pour entretenir une famille ayant plus d'un enfant. Les ressources d'aide caritative

étaient également limitées et inadéquates, principalement lors de la Révolution française, durant laquelle les réseaux catholiques d'aide perdirent une bonne part de leur financement, notamment par l'abolition de la dîme. La suppression de l'ordre ancien d'aide aux plus démunis n'avait pas été suivie par la mise sur pied d'un nouvel ordre, contribuant du même coup à l'augmentation du nombre d'indigents dans les villes, en même temps que les ressources se faisaient de plus en plus rares.

C'est avec intelligence et finesse que Blum a su circonscrire cette angoisse démographique dans ses différentes nuances. Avec des exergues toujours pertinents datant du siècle étudié et une traduction affichant un style sûr, clair et accessible, l'auteure arrive à bien faire saisir les différents enjeux qui furent discutés dans ce siècle où la France semble s'être trouvée en état de constante ébullition. Mais un projet aussi ambitieux et aussi bien mené que celui de Blum n'est toutefois pas exempt de faiblesses. Premier bémol : Blum ne définit pas ce qu'elle entend par « natalisme » et « populationnisme », ce qui rend sa démonstration parfois confuse, puisqu'elle renvoie tantôt au premier, tantôt au second. Il devient dès lors difficile de bien saisir les nuances que permet la distinction de ces deux notions, d'autant plus que les critiques faites à l'égard des personnes ne contribuant pas à l'effort de reproduction de la nation française renverraient davantage au natalisme qu'au populationnisme, même si les deux peuvent se nourrir mutuellement. Un autre élément qui accroche la lecture est l'irrégularité dans quelques formulations — par exemple, pour l'énoncé de la Genèse (1, 28), « Soyez féconds, multipliez » (p. 101) et « Croissez et multipliez » (p. 106). Outre ces accrocs et cette liberté sémantique, une déception attend le lecteur en fin de parcours : le portrait du peuple miséreux et la thèse de la surpopulation, autre versant de cette angoisse démographique, sont présentés trop succinctement. À cela s'ajoute la trop brève postface qui laisse le lecteur sur sa faim. En effet, après avoir présenté les nombreuses nuances du vaste débat d'idées qui traversa ce siècle en concentrant le regard sur les inquiétudes natalistes, une réflexion et surtout une prise de distance effectuée par l'auteure auraient pu mettre en relief certains éléments, ou simplement étoffer ses réflexions sur la pertinence de ces enjeux pour notre compréhension de cette époque et de la nôtre. Or, trop peu est dit dans ces dernières pages. En ce sens, Blum n'a pas su terminer adéquatement ce qu'elle avait si merveilleusement bien commencé.

Louis-Simon Corriveau
Candidat au doctorat en sociologie
Université Laval